

PHÉNOMÈNE DES ENLÈVEMENTS D'ENFANTS

Ce que fera le gouvernement

Le gouvernement Sellal est décidé à frapper d'une main lourde pour mettre fin au phénomène des enlèvements d'enfants. «L'Etat est déterminé à agir avec fermeté et rapidement», nous confie une source gouvernementale.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier dimanche, les premières mesures d'urgence ont été arrêtées au cours d'un conseil interministériel consacré à cette question.

Y ont pris part, outre le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de l'Education nationale, de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, de la Solidarité nationale ainsi que des représentants de tous les services de sécurité.

«Un groupe de travail spécial a été mis en place. Présidé par le ministre de l'Intérieur, ce groupe est chargé de préparer, dans les plus brefs délais, un plan exhaustif de lutte contre ce phénomène. Mais d'ores et déjà, un dispositif spécial et une série de mesures ont été pris.»

Lors de ce conseil spécial, il a été fait un constat effarant s'agissant d'un phénomène qui a pris des proportions alarmantes ces quatre dernières années. Ainsi, si en 2008, l'on avait enregistré quatre cas d'enlèvement d'enfants à travers le pays, l'on en est au 31^e cas depuis janvier 2012 !

Selon notre source, il a été décidé de

durcir les peines judiciaires sanctionnant les cas d'enlèvement d'enfants.

«Désormais, il s'agira des peines les plus extrêmes et le ministre de la Justice est chargé de se pencher sur la question.» Aussi est-il décidé de mettre en place un dispositif dissuasif consistant «en la multiplication des patrouilles des services de sécurité devant les écoles ainsi qu'en tout lieu où l'on a habituellement une concentration d'enfants».

Autre problème soulevé par la réunion d'hier, celui de la multitude des numéros verts (les numéros d'alerte), qui sont généralement inutiles et même déroutants. «La décision est prise lors de la réunion du conseil interministériel d'unifier ces numéros d'alerte et de veiller à son fonctionnement en tout moment.»

Le dispositif gouvernemental mis en place pour endiguer ce nouveau fléau prévoit également un volet sensibilisation qui se déclinera sous la forme d'une vaste campagne dans les médias publics ainsi qu'un large travail de proximité qui sera confié tout aussi bien au ministère de la Jeunesse et des Sports qu'au mouvement associatif.

De même que les établissements relevant du secteur de l'éducation nationale. «Il s'agit en fait de mettre en place un dispositif global qui permette une alerte précoce, une intervention rapide et un suivi permanent de l'opération.»

Il y a lieu de relever, par ailleurs, que l'analyse faite par le conseil interministé-



Multiplication des patrouilles des services de sécurité.

riel d'hier sur les précédents cas d'enlèvement fait ressortir que le motif sexuel est le plus dominant. Il arrive majoritairement en tête, très loin du motif «pécuniaire», les demandes de rançons n'ont été formulées qu'en quelques rares occa-

sions. Tout autant rares sont les cas relevant de règlement de compte entre familles. De même qu'il a été constaté le nombre élevé de consommateurs de drogue parmi les ravisseurs d'enfants.

K. A.

LA COORDINATION DES IMAMS D'ALGÉRIE EST NÉE

Objectif : barrer la route aux salafistes

Depuis hier, les imams algériens ont leur syndicat. Il a été créé lors de la rencontre constitutive de la Fédération nationale des imams et des fonctionnaires des affaires religieuses sous l'égide de l'UGTA à l'hôtel Mazafran de Zéralda, en présence du SG de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd, et de plusieurs cadres syndicaux de l'UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au-delà de la revendication socioprofessionnelle relative à l'exercice du «métier» d'imam, la constitution d'une coordination syndicale des imams se veut aussi une autre forme de lutte contre ce que certains participants à cette rencontre appellent «la pieuvre wahhabite».

Pour eux, la «tâche n'est évidemment pas facile, et le long chemin parcouru jusque-là n'est qu'une infime partie de leur entreprise de nettoyer les mosquées».

Selon l'initiateur de cette démarche, le cheikh Djelloul Hadjimi, l'actuel imam de la mosquée Fodhil El Wartilani de Télemly à Alger, le combat contre «le salafisme wahhabite qui gagne du terrain» en Algérie constitue une «réelle menace sur la cohésion nationale et les valeurs de la République».



La coordination veut nettoyer les mosquées de la pieuvre wahhabite.

Lors de son intervention devant les délégués représentant les 50 000 imams d'Algérie, cheikh Djeloul dira que «notre coordination puise ses origines du mouvement national algérien et des principes fondamentaux et notre adhésion à l'UGTA s'explique par le fait que cette dernière a fait un choix historique durant la guerre de Libération nationale.

Ses militants ont pris les armes contre l'occupant colonial et lutté pour l'indépendance de notre pays». Les initiateurs de ce projet, conscients du

«danger que représente le wahabisme», ont entamé les premières actions. «Dans les prochains mois, nous comptons dresser une cartographie du salafisme en Algérie, avec la liste d'imams considérés comme irrécupérables que l'Etat devra impérativement changer», nous a indiqué un imam de la wilaya de Ghardaïa, rencontré hier aux assises de Zéralda.

Ce dernier avoue que «le gros du travail doit se faire ici à Alger, où une grande majorité des mosquées est otage

d'imams salafistes». En effet, à en croire des observateurs de la question religieuse, les adeptes du mouvement salafiste sont connus pour leur rejet de la référence religieuse algérienne et leur refus de se conformer aux lois et règlements préconisés par le ministère des Affaires religieuses pour gérer les mosquées et les établissements religieux. «Leur seul objectif est de propager une référence salafiste wahhabite comme si elle était une affaire constitutionnelle», a soutenu notre source.

Pour un autre spécialiste de la question religieuse, «aujourd'hui, le salafisme se traduit encore dans la société. Mais être salafiste ne veut plus dire être porteur d'arme».

«Non, les choses ont changé. Il existe plusieurs formes de wahhabisme : la salafia ilmia, qui interdit tout recours aux armes. La salafia ijthadia, qui veut un éternel prolongement de la doctrine. Et enfin, la salafia djihadia qui est dangereuse, car ses leaders prêchent le meurtre pour parvenir au but. C'est semblable aux discours des «Croisés» ou des «sionistes», pour qui, également, le meurtre justifie les moyens», a-t-on expliqué. Cela dit, pour gagner cette bataille, la nouvelle coordination des imams d'Algérie doit ratisser large.

Mais pour «gagner cette première manche, la question socioprofessionnelle constitue une des priorités des imams syndicaux». Pour cheikh Djeloul, qui réfute «tout caractère politique à notre action», «il est aujourd'hui urgent que les pouvoirs publics révisent le statut particulier de l'imam».

Il conclut en déclarant que «le dernier salaire perçu dans le secteur de la Fonction publique est celui de l'imam».

D'ailleurs, il n'écartera pas l'option de recourir à une forme de grève pour faire valoir leurs droits.

A. B.